

## REUNION DU CONSEIL NATIONAL DU FFS

**“Le pays est dans l'impasse”**

“Notre société recèle un potentiel démocratique extraordinaire, une énergie de mobilisation importante. Les politiques doivent formuler, mûrir et engager ce potentiel et cette énergie dans la reconstruction démocratique du pays et de la société.”

Ce passage extrait de l'allocation faite par le premier secrétaire national du FFS, M. Ali Laskri, à l'ouverture des travaux de la session ordinaire du conseil national de son parti, qui s'est tenue jeudi dernier au siège de la Mutuelle des travaux publics de Zéralada, est-il annonciateur d'une nouvelle stratégie politique, que le plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie veut concrétiser sur le terrain ?

Il s'agit là, en effet, d'une approche qui sera sans aucun doute incluse dans le débat qui a suivi la réunion des membres du conseil national du FFS. Pour ce parti, “le retour à la démocratie reste la seule voie qui permettra de sortir le pays de cette crise”. Cela étant, cette idée avancée par le premier secrétaire

national du FFS a été précédée par un constat dressé à travers lequel, M. Laskri a brossé un tableau de la situation politique nationale ou “les confusions et l'imprécision ont caractérisé les institutions”.

Ainsi, sur le plan politique, le FFS considère que “le pays est dans l'impasse et les risques d'une évolution rapide et incontrôlée de la situation ne sont pas à écarter”.

Selon Ali Laskri, “la panique qui s'installe dans le système à cause d'imprévus de calendrier risque de provoquer des déflagrations inattendues aux conséquences incalculables”. “Tout indique qu'à la moindre secousse, ce sont les piliers du système qui seront ébranlés. Un système construit sur la corruption, le régionalisme, la rente pétrolière et dont le fonctionnement n'est assuré que par la puissance police politique”, a-t-il ajouté.

Le premier secrétaire national du FFS pousse plus loin son commentaire sur la situation en citant en exemple “les confusions et l'imprécision qui caractérisent le fon-

ctionnement des institutions”. Selon lui, “la révision constitutionnelle annoncée par le chef de l'Etat le lendemain de la mascarade présidentielle de 2004, les auditions de ministres et les remaniements répétés du gouvernement, les changements opérés dans le corps des walis et des chefs de daïra, la probable révision de la loi électorale, le nouveau découpage administratif... ne sont que des convulsions institutionnelles d'un système, qui ne pouvant engager le pays dans un processus politique sérieux, multiplie les effets d'annonce et s'invente des réformes pour tenter d'animer le vide, le temps que les arrangements s'effectuent au sein de la coupole des décideurs”. C'est dans cette optique, que l'intervenant évoque le procès “du feuillet Khalifa qui en constitue l'un des théâtralisations de la vie politique qui a atteint des seuils intolérables”.

“Il y a quelques années cet empire financier a été présenté par les hautes autorités du pays comme étant un modèle de réussite et de créativité.

(...) Aujourd'hui, nous assistons à un autre type de supercherie, c'est-à-dire une supercherie sophistiquée qui tente de réduire la responsabilité d'un système, coupable de crimes politiques, de crimes économiques et de crimes contre l'humanité, à une simple affaire de caissiers, d'hôtes de l'air et de gardes du corps personnels”.

Ce constat fait par le FFS a poussé ses responsables à plaider pour “stopper les métastases mafieuses de ce système en faisant œuvre de pédagogie politique pour une reconstitution du lien social”. “C'est pour cette raison que le FFS s'entête à considérer que le retour à la démocratie reste la seule voie qui permettra de sortir le pays de cette crise.

Dans toutes nos rencontres avec les militants, les syndicalistes, les associations et nos partenaires j'insistais encore à dire que la vocation d'un parti de gauche comme le nôtre, d'œuvrer à bâtir à plusieurs un nouveau pacte social pour tous les Algériens”, a conclu Ali Laskri.

**Abder Bettache**

**ROUIBA**  
**La poste dévalisée**

Une bande de malfaiteurs a dévalisé la poste de la ville de Rouiba, située à l'est de la capitale. Selon les premières constatations, le vol a été commis durant la nuit de jeudi à vendredi. Selon nos informations, le casse n'a été découvert qu'hier, plus exactement à 13h05 au moment où la ville était, à l'instar de toutes les villes algériennes, déserte. Ce qui avait été la cause d'une rumeur disant que celui-ci a été commis en plein jour. Alertés, les services de sécurité ont dépêché une équipe d'enquêteurs pour faire les prélèvements d'éventuelles traces qu'auraient laissées les malfaiteurs.

A priori très organisée, la bande aurait utilisé les grands moyens pour, d'une part, entrer dans l'établissement situé en plein centre-ville dans une artère très fréquentée, sans soulever des soupçons, et d'autre part, pour ouvrir le coffre-fort nécessitant un outillage spécifique et une expérience en la matière. Joint par téléphone, un responsable de la commune qui connaît bien la ville, estime que la délinquance de Rouiba n'était pas en mesure de fournir des voleurs de ce niveau. Les services de sécurité ne manqueront certainement pas de se poser des questions sur la provenance des délinquants, comme par ailleurs l'éventualité d'une complicité interne n'est pour l'instant pas à exclure.

Dans l'après-midi d'hier, aucune autorité n'était en mesure de nous fournir le montant du butin. Celui-ci doit être important étant donné que Rouiba est une grande agglomération et qui est en plus située à la périphérie d'une zone industrielle.

**Abachi L.**

**DROIT CITOYEN ET RELATIONS INTERNATIONALES****Les exposés de Daho Djerbal et Bouchachi**

La réunion du conseil national du FFS qui s'est tenue ce week-end s'est distinguée d'une manière particulière des autres réunions organiques de ce parti. Outre le huis clos qui a suivi les débats des membres du conseil national, ces derniers ont eu droit juste après à l'allocation faite par Ali Laskri lors de deux conférences. La première assurée par M. Daho Djerbal, professeur d'histoire à l'université de Bouzaréah et chercheur et directeur de la revue *Naqd* sur le thème : “La probléma-

tique de la quête du droit citoyen dans l'Algérie contemporaine”, alors que la seconde a eu pour thème : “La question du droit international dans le contexte des crises du Proche-Orient et les incidences sur la transformation des régimes et des sociétés arabes.”

Cette seconde conférence a été assurée par l'avocat, militant des droits de l'homme et enseignant à l'université des sciences juridiques d'Alger, M. Mustapha Bouchachi. A ce propos, le premier secrétaire national du

FFS a indiqué : “Notre rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans la continuité des débats et des échanges avec les animateurs politiques et sociaux.” “L'enjeu, est d'œuvrer à fédérer toutes ces énergies pour recréer l'espoir, reprendre confiance et engager le pays sur le chemin de la liberté, la paix, la solidarité et la démocratie”, a-t-il ajouté.

Sur un autre chapitre, cette réunion ordinaire du conseil national du FFS a été caractérisée par un sit-in observé par une soixantaine de “militants de base, de

cadres et anciens” devant le siège de la mutuelle pour interpeller les “membres du conseil national sur la crise organique et politique que vit notre parti”.

Brandissant des portraits et pancartes sur lesquels on peut lire notamment le fameux mot d'ordre du FFS qui est : “Le droit d'avoir des droits”, les militants contestataires ont plaidé pour “que le FFS prouve à l'opinion nationale qu'il a la volonté et les ressources nécessaires à un dépassement de cette crise”.

**A. B.**

**EN PREVISION DES ECHEANCES ELECTORALES****Louisa Hanoune “met de l'ordre” dans le parti**

Le 8 mars prochain, le Parti des travailleurs (PT), que préside Louisa Hanoune, organisera, avec la section femmes de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), un meeting consacré, bien évidemment, à la femme travailleuse.

Auparavant, l'ex-candidate à la présidentielle aura à réunir son comité central pour faire le bilan de l'année qui vient de s'achever et tracer les perspectives de celle nouvellement entamée.

Ces informations ont été données jeudi dernier par Louisa Hanoune qui réunissait au siège de son parti à

El Harrach, à Alger, les responsables des bureaux de la capitale de son parti.

Une réunion qui entre dans le cadre des rencontres de la présidence du parti avec les différents responsables de bureau de wilaya sur tout le territoire.

Des rendez-vous voulus, selon Louisa Hanoune, pour bien préparer la formation politique qu'elle dirige aux prochaines élections communales et législatives.

Avant de donner quelques orientations quant à l'attitude des militants en prévision de ces échéances que le parti veut aborder avec un maximum de “disci-

pline”, la secrétaire générale a demandé à faire le point quant aux paiements des cotisations des adhérents et des recettes du journal du parti.

Un point sur la situation sera fait les 1 et 2 février prochain lors de la réunion du comité central du Parti des travailleurs qui aura à examiner les rapports des différents comités de wilaya en vue d'élaborer le bilan de l'année 2006.

A l'occasion sera esquissé le plan d'action du parti pour 2007. Une année “élective” que Louisa Hanoune dit entamer en toute confiance car “le

temps nous a donné raison concernant plusieurs questions fondamentales où l'existence même de la nation algérienne était menacée”.

L'occasion pour la secrétaire générale de revenir sur la position du parti qu'elle dirige vis-à-vis de la loi sur les hydrocarbures, la privatisation dont elle souhaite l'arrêt du processus.

Deux points sur lesquels elle insiste avant d'appeler à un dialogue sur la nouvelle stratégie d'industrialisation, récemment adoptée par le Conseil de gouvernement, et l'augmentation de salaire.

**Saïda Azzouz**

**COMITE DES CITOYENS POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE (CCDR)****“Non au démantèlement de l'enseignement technique”**

De déclarations contradictoires en déclarations contradictoires, le pouvoir poursuit sa démarche autiste, tournant plus que jamais le dos à la concertation et au dialogue, dans un domaine aussi stratégique et vital que celui de l'enseignement. Un pan entier de cet enseignement risque de disparaître sans aucun débat et consultation des acteurs du secteur. La réforme envisagée est une réforme de classes reléguant la formation professionnelle déjà mal en point, dans le rôle du parent pauvre du système éducatif, où seront confinés les enfants des classes populaires.

C'est une réforme annonciatrice du recul du savoir technologique dans notre pays et de “l'extinction des compétences” comme l'ont si bien formulé les enseignants dans leur lettre au ministre de l'Education nationale.

Elle illustre l'affaiblissement du service public et le désengagement de plus en plus marqué de l'Etat obéissant aux pressions du FMI et de la Banque mondiale.

Cette dangereuse démarche s'inscrit dans le processus d'une mondialisation ultralibérale qui concentre les savoirs dans les sphères restreintes privilégiées au détriment des pays “périphériques”, afin de mieux asseoir le nouvel hégémonisme des dominants sur les dominés !

Le CCDR appelle l'ensemble des éducateurs, des parents d'élèves, de tous les syndicats, des universitaires, à témoigner leur soutien et leur solidarité vis-à-vis du mouvement de protestation des enseignants du technique. Tout le système éducatif est menacé, la mobilisation et la vigilance sont plus que jamais de rigueur devant cette politique de l'improvisation et de la fuite en avant.

**Le bureau national du CCDR**